

Les Rencontres d'Archimède

Itinéraire de dix ans de rencontres

La vie culturelle de notre pays a connu, au cours des trente dernières années, une évolution considérable. Partout sur le territoire national, des institutions, des réseaux, des projets se sont développés, visant à élargir le champ des pratiques et des publics concernés. Le fait culturel est aujourd'hui une réalité incontournable de la plupart des collectivités territoriales. Dans le même temps, le nombre d'acteurs culturels professionnels a fortement augmenté. De nouvelles générations d'entrepreneurs ou de médiateurs sont apparues, issues d'origines et de formations très diversifiées. Cette situation, éclatée et multiforme, rend indispensable une réflexion permanente et collective sur les sens même des actions proposées et des politiques mises en œuvre. C'est pourquoi, après plusieurs années de rencontres informelles, les membres fondateurs, issus pour la plupart des formations nationales d'animateurs (ANFIAC et CFNA) ont décidé, en 1998, la création de l'association.

Cette association se propose de rassembler de nombreux professionnels de la culture (artistes, responsables de projets, agents de développement, responsables administratifs, élus) qui souhaitent réfléchir sur les enjeux, leurs pratiques, au-delà des approches disciplinaires généralement utilisées, ainsi que sur les conditions de la démocratisation culturelle. Les Rencontres d'Archimède, après huit années passées à La Chartreuse de Villeneuve-lez-Avignon, se sont installées à l'abbaye de Cluny, accueillie par l'office municipal de la Culture.

Les thèmes des Rencontres :

1999 : Analyse et étude de cas sur la notion de résistance en matière culturelle.

2000 : Démocratie et culture.

2001 : Deuxième volet sur la démocratisation culturelle.

La bataille de l'imaginaire

- 2002 : La culture est-elle encore un enjeu aujourd'hui ?
 2003 : Les six questions d'Archimède.
 2004 : La bataille de l'imaginaire.
 2006 : Transmission-formation-filiation.
 2007 : Évolution de l'écrit et de l'écriture – Surabondance et démocratisation dans le domaine du livre. Patrimoine dans la spirale de la mondialisation : une fatalité ?
 2008 : Les affaires de l'esprit peuvent-elles l'emporter sur l'esprit des affaires ?

Les intervenants des Rencontres :

Brigitte Albert, Jean-Christophe Bailly, Abraham Bengio, Jacqueline Costa-Lascoux, Jean Cristofol, Henri & Marinette Cueco, Jean-Paul Curnier, Jacques Darras, Jean-Jacques Delfour, Michel Duffour, Étienne Féau, Maurice Gruau, François Quintin, Jean-Michel Lucas, Frère Mathieu, Marie-José Mondzain, Raymonde Moulin, Elie Rajaonarison, Denis Retaillé, Baptiste-Marrey, Roland Recht, Achille Nikiema, Gilberte Tsai, Patrick Viveret, Raymond Weber.

Texte fondateur des Rencontres d'Archimède

« *Réfléchir et agir dans un monde culturel incertain.* »

Beaucoup a été dit sur l'essoufflement des politiques éducatives et culturelles en France. Pour l'essentiel le diagnostic est connu, sinon partagé par la majorité des acteurs concernés. L'importante institutionnalisation culturelle et éducative du pays produit à la fois des effets positifs, mais aussi des dysfonctionnements. Nous considérons que les seconds l'emportent aujourd'hui, au point d'affirmer que nous vivons la fin d'un cycle : celui d'un système culturel imaginé par André Malraux, lors de la création du premier ministère de la Culture, en 1959.

Avant-propos

Des erreurs à réparer

Cela pourrait être une chance pour les collectivités territoriales, si elles prenaient complètement leur destin culturel en main. À condition que leurs politiques n'épousent pas « en ombre portée » celle de l'État, et, les mêmes causes produisant les mêmes effets, qu'elles ne reproduisent pas les mêmes erreurs. À condition qu'elles remédient aux causes des crises que nous connaissons aujourd'hui :

– Première erreur à réparer, la cassure en trois ensembles sans lien, de l'éducation, de la culture et de l'animation socioculturelle ;

– Deuxième erreur à éviter : considérer que « l'Institution » est à priori la solution à toutes les questions que posent les dynamiques culturelles de notre société ;

– Troisième erreur à éradiquer, considérer que seul l'État est garant de l'éthique culturelle.

En examinant ces écueils, il apparaît qu'un changement de stratégie dégagerait une voie nouvelle pour nos politiques culturelles et éducatives. Un nouveau regard doit être porté avec lucidité sur les avantages et sur les insuffisances du système que nous connaissons aujourd'hui. Les avantages apparaissent lorsque l'on observe la richesse de notre paysage et de nos productions. Notre pays dispose désormais de bibliothèques, de musées, de théâtres, de monuments historiques, de festivals, de livres, d'expositions, de films, de spectacles, de chaînes de télévision, de radios : « un grand bruit de volière autour de la planète », comme le dit Baptiste-Marrey. On pourrait faire le même constat et la même analyse, avec les constructions d'écoles, de lycées et collèges, depuis que les lois de décentralisation en ont confié la responsabilité aux collectivités, qui s'en acquittent avec efficacité et qui remplacent peu à peu, tout en le sous-utilisant, un patrimoine bâti obsolète, à la limite de la sécurité.

Les limites de la démocratisation

Pourtant, cet arsenal d'équipements, presque toujours sans lien entre eux,

La bataille de l'imaginaire

ne produit pas les effets attendus. Impactant au mieux sur 20 % de la population, tournées essentiellement au bénéfice des classes moyennes, ces institutions n'ont pas encore intégré la réalité d'une France qui a profondément changé sociologiquement au cours des dernières décennies. Notre système éducatif et culturel ne répond plus aux promesses d'accès au plus grand nombre, pour lesquelles il a été conçu. Au bout du compte, c'est tout un peuple qui ne se reconnaît plus dans ses élites, et qui le manifeste, parfois, à travers des votes de défiance dangereux pour la démocratie. Pour autant, nous ne pensons pas qu'il faille détruire le système qui a été construit patiemment depuis Jules Ferry pour l'éducation, et depuis André Malraux pour la culture, comme visiblement, on tente de le faire aujourd'hui (en 2008-2009). Au contraire, nous pensons qu'il faut faire évoluer ces institutions culturelles et éducatives en les repensant et en optimisant les moyens dont elles disposent.

Sorties de crises

Pour sortir des crises éducatives, culturelles et sociales que nous traversons, nous proposons un changement de stratégie à partir de trois leviers.

- Par l'appropriation de la « Déclaration universelle sur la diversité culturelle », adoptée par l'Unesco et à l'unanimité par notre Parlement, il s'agira d'élargir le périmètre culturel, afin de mieux valoriser la démarche artistique, en privilégiant la notion des « droits culturels au bénéfice des personnes » ;

- Par la mise en œuvre de l'idée de « ville-éducatrice », l'éducation et la culture deviendront des compétences au cœur des collectivités locales, et le fil rouge des autres politiques ;

- Par une politique de « développement culturel solidaire », on n'opposera plus culture, loisir et éducation populaire, mais ces activités seront reliées, afin de se réapproprier une éducation artistique et culturelle, complémentaire de l'acquisition des savoirs.

L'économie culturelle

Une politique éducative et culturelle doit aussi prendre en compte ce que

Avant-propos

le marché peut apporter dans le lien entre culture et développement économique, à condition de ne pas mesurer ce que produit le marché avec le seul instrument de mesure qu'est le PIB. D'autres indicateurs sont plus performants pour mesurer l'impact des productions culturelles et artistiques. Par nature le savoir et la culture peuvent se partager sans se diviser « plus je les partage, plus je m'enrichis ». Ces nouveaux indicateurs ne doivent pas seulement mesurer les flux monétaires, mais aussi des critères humains, artistiques, sociaux et environnementaux. Ces indicateurs de développement humain (IDH) mesurent à côté de la croissance « de quoi », la croissance « pour qui » (niveau d'instruction, taux d'alphabétisation, niveau culturel, espérance de vie, etc.), et introduisent une dimension plus qualitative aux pratiques d'évaluation.

Enjeux des nouvelles technologies

Une politique éducative et culturelle devrait prendre en compte l'impact des nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que les enjeux éducatifs et culturels qu'elle soulève. Le plan « France numérique 2012 » prévoit que tous les Français auront accès à l'Internet haut-débit : chaque Français, où qu'il habite, bénéficiera d'un droit à l'accès Internet haut-débit, à un tarif abordable inférieur à 35 € par mois, matériel compris, qui sera déployé sur tout le territoire avant fin 2010.

Cette évolution numérique peut être un fantastique outil de construction, d'interaction et de mobilité des identités. Elle induit de nouvelles pratiques qui renouvellent la diffusion des produits culturels à travers un impact qui se manifeste à la fois sur l'offre et sur la demande. Les internautes peuvent en effet échanger des textes, des sons et des images, sans passer par l'intermédiaire d'un support. Ils ne se privent pas, de « télécharger » des musiques, des films, le plus souvent gratuitement, à travers le pair-à-pair (P2P), qui permet, par son principe même, de mutualiser et d'élargir de plus en plus les échanges et le partage. Ces nouvelles pratiques posent la question de la difficulté à préserver le droit français concernant la propriété intellectuelle.

La bataille de l'imaginaire

Le *copyright* pour les pays anglo-saxons et le droit d'auteur à la française constituent le socle juridique de la protection de la propriété intellectuelle. Ce socle va voler en éclats, dès lors que la gratuité et la circulation, hors contrôle des œuvres, ne trouvent pas, dans le nouveau système de fabrication et de diffusion des œuvres, une issue favorable à la rémunération des auteurs. Il faut rechercher la sortie de cette impasse juridique à travers une politique de « contribution créative ».

Les pays industrialisés ont profondément changé depuis le début de la première crise énergétique des années soixante-dix avec la fin des Trente Glorieuses ! Mais tout se passe comme si ils ne le savaient pas encore. C'est à cet endroit que se trouve la raison de nos crises et le début des « Trente Piteuses » ! Ce texte identitaire d'Archimède vise, dans un monde où seulement 10 % de notre temps de vie est consacré au travail, à essayer de ne pas « perdre nos vies à la gagner » pour reprendre l'expression d'André Gorz. Ce texte a pour ambition de construire notre traversée de vie sous le signe d'une réconciliation avec nous-même, avec les autres, avec la nature et avec le monde qui nous entoure. Ce sera alors, le début des « Trente Lumineuses » !

Un nouvel imaginaire culturel sur le fil de la transmission

À l'écart des groupements corporatistes et des pouvoirs, les membres des Rencontres d'Archimède ont toujours témoigné, à la fois une grande empathie et un regard critique sur les politiques culturelles développées dans notre pays. Plus que jamais, aujourd'hui, se fait sentir le besoin d'une vision distanciée qui permette de revisiter les concepts avancés par ces politiques. Nous proposons de le faire ici, selon un ordre renversé, qui met en priorité l'intérêt des « droits culturels des personnes ».

Si l'on considère que chaque personne vit en moyenne 80 ans, soit 700 800 heures, qu'elle travaille 1607 heures **par an** pendant 41 ans, soit 65 887 heures (9,3 % du temps de vie !), qu'elle dort 8 heures par jour soit 233 600 heures (33 % du temps de vie !), on peut considérer que chaque personne dispose

Avant-propos

de 401 395 heures (57 %) pour l'éducation et la formation, ainsi que pour la famille, la culture et les loisirs.

Malgré les injonctions du slogan « travailler plus pour gagner plus », qui ne résiste à aucun principe de réalité, la tendance à l'accroissement du temps libre à vocation à s'amplifier, si l'on se réfère aux travaux des économistes et des sociologues les plus sérieux. Nous devons faire en sorte, dès lors, que ce temps libre ne devienne pas du temps vide, comme le craignaient, il y a quelques décennies, Joffre Dumazedier dans *Vers une civilisation des loisirs ?*, ou André Gorz dans *Métamorphoses du travail* !.

Dans un monde où l'évolution technologique réduit toujours davantage le temps de travail, de façon inversement proportionnelle à la productivité ; dans un monde où l'on ne « voudra plus perdre sa vie à la gagner » ; il faudra investir le champ de l'éducation, tout le long de la vie, comme le préconisait Condorcet en 1792, sans que sa leçon ait été retenue, et comme nous y invite la « Déclaration universelle pour la diversité culturelle » adoptée par l'Unesco en novembre 2001. Il faudra s'engager dans un projet culturel basé sur des « accommodements raisonnables » permettant de construire un « vivre ensemble » local et global. Ce triptyque « éducation-culture-société » porté par une convergence de transmission dans l'espace et dans le temps contribuera à la construction d'un avenir chargé de sens, dans la société de l'information et de la connaissance dans laquelle nous sommes entrés.

Dans un monde où la matière grise porte de plus en plus les transformations économiques et sociales, dans un monde où de plus en plus de personnes veulent se sentir actrices de leur propre vie, l'éducation, l'art et la culture seront les ferments essentiels de ce partage du sens. De plus en plus de citoyens mettent en cause l'idée que le droit de la propriété prenne le pas sur les autres droits humains. Ils aspirent à ce que les droits fondamentaux, comme l'air que l'on respire, l'eau que l'on boit, le toit qui nous abrite, la santé qui nous protège, l'éducation qui nous construit, la culture qui nous émancipe, la justice qui nous permet de vivre ensemble, deviennent des biens communs publics intangibles.

La bataille de l'imaginaire

Après dix ans de rencontres, nous souhaitons montrer comment nous avons abordé la question de notre destin culturel. Nous proposons de restituer le fruit de cette réflexion à travers l'image et la muséographie, en considérant les textes et leurs déclinaisons sémantiques et artistiques, en poursuivant notre réflexion sur les nouvelles technologies de l'information et la conversion numérique, qui transforment déjà radicalement notre paysage éducatif, culturel et social. À leur façon, au sein de leur « collègue invisible », les « Archimédiens » ont contribué à transmettre à leur entourage leurs savoirs et leurs expériences. Nous espérons que cette sélection de communications partagées pendant cette décennie, permettra d'élargir le cercle des bénéficiaires de ces banquets culturels annuels.